

**PREFECTURE DE LA MEUSE**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION**  
**BUREAU DE LA REGLEMENTATION ET DE L'ENVIRONNEMENT**

---

AB/EC  
Affaire suivie par Melle BARBIER  
Poste n° 5647

Bar le Duc, le 26 JAN. 1995

le Préfet de la Meuse,

D.R.I.R.E.

Arrêté n° 95- 177

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée,

VU l'arrêté préfectoral n° 2473 du 5 juillet 1976 modifié autorisant la Société ICI C et P FRANCE S.A. à exploiter, sur le territoire de la ville de VERDUN, écart de Baleycourt, une usine de fabrication de produits chimiques,

VU l'arrêté préfectoral n° 90-3700 du 7 septembre 1990 complétant et modifiant l'arrêté préfectoral du 5 juillet 1976 susvisée en ce qui concerne le dépôt de liquides inflammables et notamment son article 3,

VU l'arrêté préfectoral n° 92-4066 du 30 septembre 1992 fixant l'échéancier de mise en conformité des moyens de lutte contre l'incendie du dépôt de liquides inflammables de l'usine conformément à la circulaire ministérielle du 9 novembre 1989 concernant les dépôts de plus de 1500 m3,

VU l'arrêté préfectoral n° 93-2383 du 19 octobre 1993 autorisant la Société ICI C et P FRANCE S.A. à modifier les conditions d'exploitation des ateliers de fabrication d'esters et de plastifiants pour l'élaboration d'esters d'huile végétale avec une capacité de fabrication de 7 tonnes/heure de produits finis,

VU la demande présentée le 27 mai 1994 par la Société ICI C et P FRANCE S.A., Usine de Baleycourt à VERDUN relative à l'extension du dépôt principal de liquides inflammables dans l'emprise de son établissement suite à la diversification de la production de l'atelier des esters,

VU les plans et descriptifs annexés à la demande,

.../...

VU les avis recueillis,

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 24 septembre au 24 octobre 1994,

VU l'avis du commissaire-enquêteur,

VU les rapports et propositions de l'Inspecteur des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 23 décembre 1994,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 16 janvier 1995,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

<b>A R R E T E</b>
--------------------

**ARTICLE PREMIER** : Les prescriptions annexées aux arrêtés préfectoraux 90-3700 du 7 septembre 1990 et 92-4066 du 30 septembre 1992 sont abrogées.

**ARTICLE 2** : L'arrêté préfectoral 2473 du 5 juillet 1976 est complété et modifié comme suit :

**2-1. - Article 2**

L'alinéa "dépôt de liquides inflammables" est remplacé par la mention ci-après :

" - un dépôt de liquides inflammables divers en 5 groupes de réservoirs :

" a) Groupe principal : 2.746,5 m3 de liquides en 33 réservoirs d'alcools de catégorie C et D,

" b) Groupe céréclor : 132,5 m3 de liquides inflammables en 6 réservoirs, 1 réservoir de 95,7 m3 de paraffine C 18 et 1 réservoir de 150 m3 de paraffine C 24,

" c) Groupe de 400 m3 en 2 réservoirs d'anhydride phtalique,

" d) Groupe de 299 m3 en 2 réservoirs de paraffine C 14,

.../..

" e) Groupe de 270 m3 en 3 réservoirs :

- \* 1 réservoir de 200 m3 de méthanol,
- \* 1 réservoir de 40 m3 de méthylate de soude en solution dans le méthanol,
- \* 1 réservoir de 30 m3 d'acide acétique".

**2-2. - Les articles 15, 16 et 17 du titre II sont modifiés comme suit :**

**TITRE II - DEPOTS DE LIQUIDES INFLAMMABLES (fabrication)**

**ARTICLE 15** : Le dépôt de liquides inflammables nécessaire au stockage des matières premières et des produits finis ou semi-finis sera constitué des groupes suivants :

**A) Matières premières**

1°) Groupe principal de 2.746,5 m3 d'alcools divers en 33 réservoirs,

2°) Groupe céréclor de 132,5 m3 de liquides inflammables en 6 réservoirs, 1 réservoir de 95,7 m3 de paraffine C 18 et 1 réservoir de 150 m3 de paraffine C 24,

3°) Groupe anhydride phtalique de 400 m3 en 2 réservoirs,

4°) Groupe paraffine C 14 de 299 m3 en 2 réservoirs,

5°) Groupe de 270 m3 en 3 réservoirs :

- \* 1 réservoir de 200 m3 de méthanol
- \* 1 réservoir de 40 m3 de méthylate de soude en solution dans le méthanol,
- \* 1 réservoir de 30 m3 d'acide acétique.

**B) Produits finis ou semi-finis**

1°) Groupe atelier plastifiants de 1700 m3 en 37 réservoirs aériens - catégorie D 2,

2°) Groupe Ouest de 1000 m3 en 2 réservoirs aériens de 500 m3 chacun - catégorie D 2,

.../..

3°) Groupe aéro-réfrigérant de 250 m3 en 1 réservoir aérien - catégorie D 2,

4°) Aire de stockage de 1000 m3 en fûts métalliques de 200 l - catégorie D 2

**ARTICLE 16 :** Les réservoirs décrits ci-dessus seront installés et exploités conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle du 9 novembre 1989 relative aux dépôts de liquides inflammables et, à l'exception de leurs dispositions qui seraient contraires aux prescriptions de cette instruction, conformément :

- aux règles d'aménagement et d'exploitation annexées aux arrêtés ministériels des 9 novembre 1972 et 19 novembre 1975,

- aux descriptions figurant dans les études des dangers.

**ARTICLE 17 :**

17-1 : Pour l'application de l'instruction ministérielle du 9 novembre 1989, seront notamment mis en place :

- un réseau d'eau incendie qui comprendra une réserve d'au moins 1200 m3 et qui sera capable d'un débit de 400 m3/h sous une pression de 8 bars. Il sera équipé, tous les 50 mètres, de poteaux normalisés (NFS61213) de 100 mm de diamètre débitant au minimum 17 litres/seconde, sous une pression dynamique de 1 bar et placés à moins de 200 mètres des bâtiments. Ces hydrants seront implantés en bordure de chaussées carrossables (définies à l'article 15 de l'instruction ministérielle du 9 novembre 1989) ou tout au plus à 5 mètres de celles-ci et ils seront réceptionnés par le Service départemental d'incendie et de secours lors de leur mise en eau,

- des couronnes mixtes d'arrosage (eau/mousse) sur 12 réservoirs des dépôts cités aux § A.1 et A.5 de l'article 15 ci-dessus. Les autres réservoirs conserveront leur dispositif d'injection de mousse à l'intérieur,

- des diffuseurs en rideaux sur deux cuvettes de rétention du dépôt cité au § A.1 ci-dessus,

- un bassin de confinement des eaux d'incendie d'une capacité minimale de 1500 m3 équipé de pompes de relevage,

- une réserve d'émulseur d'au moins 8 m3 adapté aux produits stockés (produits polaires, notamment),

- un groupe électrogène de secours adapté au réseau qu'il dessert,

.../..

- un système de détection incendie.

Pour le groupe principal (dépôt d'alcools) la plateforme des pompes de transfert et d'alimentation sera rendue totalement imperméable et étanche et elle sera aménagée en cuvette de rétention capable de retenir les égouttures et écoulements accidentels.

17-2 : Prescriptions particulières applicables au dépôt cité au paragraphe A-5e de l'article 15 ci-dessus :

- les réservoirs seront équipés d'une alarme de niveau haut avec sécurité arrêtant le dépotage et d'une alarme de niveau bas avec sécurité arrêtant les pompes de transfert vers l'atelier,

- les réservoirs seront inertés à l'azote et équipés de deux soupapes fonctionnant respectivement en pression et dépression. L'ensemble comportera un dispositif de détection en cas d'absence d'inertage,

- les réservoirs seront équipés d'une soupape de sécurité calculée "au feu" (capable d'évacuer toute surpression provoquée par l'exposition prolongée du réservoir à un incendie extérieur),

- les toits des réservoirs seront frangibles,

- les réservoirs de méthylate de sodium et d'acide acétique ne seront pas stockés dans la même cuvette de rétention,

- les pompes du poste de dépotage seront installées dans une cuvette de rétention indépendante et équipées d'une alarme de température haute sur les corps des pompes déclenchant leur arrêt automatique,

- les pompes de transfert des produits des réservoirs à l'atelier des esters seront installées dans une cuvette de rétention indépendante. Leur arrêté sera commandé automatiquement depuis l'atelier, par mesure du volume transféré ou par système de temporisation. Elles seront équipées d'une alarme de température haute sur leur corps déclenchant leur arrêt automatique,

- les zones où sont susceptibles de s'accumuler des vapeurs explosibles (pomperies, caniveaux, point bas de cuvette...) seront équipées de détecteurs incendie avec report d'alarme en salle de contrôle.

.../..

2-3. - L'article 45 intitulé "Protection des eaux" est complété par l'alinéa suivant :

" - un dispositif de protection (disconnecteur, bâche de rupture...) sera placé à l'entrée de l'usine sur le réseau d'alimentation en eau (réseau de distribution publique) pour éviter tout retour accidentel sur ce réseau".

2-4. - Il est ajouté un article 52 bis ainsi rédigé :

ARTICLE 52 bis - Nuisances accidentelles

En cas de nuisances accidentelles ou d'événement important compromettant le fonctionnement des dispositifs mis en oeuvre pour assurer la protection de l'environnement, la société adressera sous 15 jours, à l'inspection des installations classées, un compte rendu détaillé sur l'origine de l'accident et sur les mesures prises. Cette disposition vient en complément de la déclaration immédiate qui doit être faite à l'inspection des installations classées des incidents et accidents survenus du fait des installations et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

**ARTICLE 3** : La capacité de fabrication d'esters d'huile végétale fixée à 7 t/h par l'arrêté 93-2383 du 19 octobre 1993 est portée à 10 t/h de produits finis.

**ARTICLE 4** : Il pourra être prescrit ultérieurement par arrêté préfectoral, toutes autres mesures ou dispositions additionnelles aux conditions ci-dessus énoncées qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

**ARTICLE 5** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 6** : La présente autorisation est accordée sous réserve des dispositions générales prévues par la législation et la réglementation en vigueur, à charge pour le bénéficiaire de s'assurer des modifications qui y surviendraient ultérieurement.

**ARTICLE 7** : La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de NANCY 5, place de la Carrière, Case Officielle n° 38 - 54036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 8** : Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, la suspension du fonctionnement ou la fermeture de l'établissement pourra être prononcée suivant la procédure fixée par la réglementation en vigueur, en cas d'inobservation des conditions auxquelles celui-ci est ou sera soumis.

**ARTICLE 9** : La présente autorisation cesse de produire effet lorsque l'établissement n'a pas été exploité durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

**ARTICLE 10** : En cas de cessation définitive, l'exploitant devra remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976. A défaut, il pourra être fait application des procédures prévues par l'article 23 de cette même loi.

**ARTICLE 11** :

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- l'Inspecteur des installations classées (D.R.I.R.E.),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée :

***pour notification au :***

- Directeur de la Société ICI C et P FRANCE S.A. - Usine de Baleycourt - B.P. 95 - 55103 VERDUN Cedex

***et pour information aux :***

- Sous-Préfet de VERDUN,
- Maire de la ville de VERDUN,
- Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- Directeur départemental de l'équipement,
- Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- Directeur départemental du travail et de l'emploi,
- Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- Directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- Directeur du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,
- Chef du service départemental de l'architecture.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la ville de VERDUN et mise à la disposition de tout intéressé ; un extrait énumérant les conditions dans lesquelles l'autorisation est accordée sera affiché à la mairie **pendant une durée minimum d'un mois**. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible à la porte de l'usine par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

le Préfet,  
Pour le préfet,  
Le secrétaire général,



---

Laurent VIGUER